



## **CSE CENTRAL DE GRDF**

### **DÉCLARATION LIMINAIRE FNME CGT**

**SÉANCE DU 10 OCTOBRE 2024**

Mesdames, Messieurs,

Nous voici réunis en cette séance du CSE Central pour traiter un ordre du jour conséquent. Ainsi figure parmi les documents joints le Bilan Social de l'Entreprise. Au regard de la situation inquiétante de la place du Gaz dans le paysage médiatique, politique et environnemental, mais également de celle de GRDF en tant que telle, nous nous demandons s'il ne faudrait pas, plutôt que de parler de Bilan Social, parler de Dépôt de Bilan Social.

Jamais plus qu'aujourd'hui, notre délégation CGT en CSE-C n'a été à ce point inquiète pour le devenir de GRDF et de celles et ceux qui la composent, tant les bourrasques virevoltent à tous vents, tant les décisions stratégiques de la Direction Générale ballotent nos boussoles.

Pas plus tard qu'hier soir, des médias faisaient état que le projet de budget du gouvernement BARNIER prévoyait un rehaussement de la TVA sur les chaudières à gaz. Actuellement fixé à 5,5 ou 10 % en fonction du type d'appareil, ce taux serait relevé à 20 % sur leur installation, voire sur leur maintenance.

Au plan européen, le groupement patronal Eurogas a sabordé 9 mois de négociations autour du projet d'accord de transition juste qui portait l'ambition de garantir un socle social solide pour l'ensemble des travailleurs européen du secteur du Gaz.

Face à l'urgence climatique qui nous impose d'évoluer vers des pratiques plus respectueuses de l'environnement, le secteur gazier dont certains ne veulent pas reconnaître le rôle déterminant dans l'approvisionnement énergétique du continent européen, ne peut suivre le même écueil que celui de l'industrie manufacturée. En France, ce sont des savoirs faire ancestraux qui se sont noyés, des millions d'emplois emportés. Une bonne part de notre indépendance aussi.

Certes, la fin des énergies fossiles va fracasser des milliers d'emplois. Cela paraît inéluctable et rend d'autant plus impérieux de protéger les salariés du secteur de garanties sociales solides.

Les enjeux de cet accord de transition juste étaient de :

- Sécuriser les emplois en protégeant les salariés contre les licenciements massifs causés par la réduction des énergies fossiles ;
- Développer les compétences en offrant aux travailleurs des formations adaptées aux nouvelles technologies et aux nouveaux métiers, en particulier dans le domaine des gaz renouvelables comme le biométhane, l'hydrogène, les gaz de synthèse où les investissements sont nettement insuffisants ;
- Accompagner les reconversions professionnelles pour que les salariés puissent évoluer vers des postes pérennes dans un secteur en mutation, en garantissant des conditions de travail dignes.

Cet accord aurait permis de structurer une transition à la fois écologique et sociale, en évitant que les travailleurs ne soient laissés en rade. Terrible illustration en est faite actuellement dans les Bouches du Rhône, où la Direction de la Centrale de Gardanne a demandé auprès du Préfet une mise en chômage technique pour 3 mois de 95 des 98 Salariés. Pour rappel, le site se veut une vitrine de

reconversion énergétique et développer la pyrogazéification à grande échelle. La Délégation CGT pense bien évidemment à eux...

...Bien plus que le Medef du Gaz européen, EUROGAS, qui a fait échouer la négociation en refusant de parapher le texte.

La FNME-CGT s'interroge sur le rôle d'ENGIE, premier employeur gazier du pays et influenceur notable du gaz dans le paysage énergétique européen. Le groupe, qui se veut à l'avant-garde des énergies renouvelables et qui communique à l'envi son ambition de neutralité carbone en 2045, mesure-t-il qu'avec ce renoncement, il vient d'éteindre la lentille du phare qui le protégeait de la falaise ? Les gaziers européens refusent d'être les laissés pour compte, réduits à attendre leur solde de tout compte.

GRDF n'est pas en reste, où à peine 10 mois après la présentation du plan emploi 2023-2027, la Direction tartine de blanco sa mise à jour pour promettre la suppression de 684 emplois d'ici 3 années. C'est une véritable fuite en avant, une débâcle. Le projet « décarbonation » a surtout une odeur de terre brûlée. GRDF ne croit plus à l'avenir du gaz et préfère subir l'érosion du nombre de ses abonnés, en jetant par-dessus bord des centaines d'emplois, plutôt que miser sur l'avenir.

L'entreprise en devient la risée de la branche des IEG : alors que la distribution a souvent été moquée comme le parent pauvre de l'énergie, GRDF dégrade encore cette image en plagiant la maison en un mauvais « Radeau de la Méduse » de Géricault.

Qu'attend-t-elle pour changer certaines règles devenues archaïques aujourd'hui ?

A commencer par modifier le B/I qui limite, voire empêche, tout développement de nos infrastructures. Il faut un peu d'agilité pour aller capter des clients facilement convertibles, à proximité de nos réseaux. On est bien capable d'alimenter une ZAC de plusieurs kilomètres pour y placer des logettes qui ne serviront jamais vu la volatilité des enseignes.

La micro-brasserie, la brulerie artisanale peuvent en quelques mois devenir un magasin de fringues et les kilowatts promis sont sitôt remplacés par une PAC qui met hors-jeu GRDF, faute de développement de la technique hybride dans le secteur. Et on ne serait pas fichus de poser un tube PE dans un lotissement fuel ?

Arrêtons de croire que l'on va gagner de l'argent en déboursant 7000€ pour raccorder une logette située à 35m du réseau, alors que plusieurs clients potentiels se trouvent à quelques mètres.

On peut citer l'exemple d'un Agent de Sud Est qui s'est vu refuser une extension d'une centaine de mètre pour l'alimenter alors qu'il avait converti plusieurs voisins. Le refus a été motivé par le fait qu'avec le Tarif Agent, le B/I était négatif ! Il a posé une PAC et en est très content. Même s'il a honte de sa boîte lorsque ses amis visitent sa maison.

Pourquoi ne pas transformer nos collègues de l'acheminement en VRP de la prospection, sur les territoires, pour marauder autour des chantiers de renouvellement et d'extension ? Comment voulez-vous développer notre énergie alors qu'il ne reste qu'un seul prospecteur pour 2 ou 3 départements administratifs ?

Qu'attendons-nous pour raccorder de nouvelles communes à quelques tourets d'une extrémité de réseau ou à côté d'un chantier biométhane ? La Direction a bien su se passer de centaines de millions d'euros de provisions de renouvellement de CI/CM!

Et enfin quand GRDF se mettra-t-elle en ordre de bataille pour gagner sur le plan législatif que le réseau de collecte biométhane entre l'unité de production et le réseau existant soit considéré comme

Nouvelle Zone Desserte Gaz ? Nous pouvons affirmer que l'acceptation des riverains serait tout autre si, en dédommagement des contraintes des travaux qui ont martyrisé routes ou chemins, on leur offrait la possibilité de changer leur mode de chauffage fioul ou bois pour des solutions gaz plus performantes ou hybrides.

Mais non. Bien que pleinement consciente que 30% de ses effectifs et donc des qualifications disponibles vont quitter l'entreprise d'ici 3 ans, rien ne transpire dans une garantie de parcours professionnels.

Après avoir refusé le 2<sup>ème</sup> NR pour tous fin 2022, et avec une politique de promotion anémique, GRDF préfère la fuite de ses cerveaux plutôt que fidéliser son vivier. Remarquez, elle fait déjà comme ça avec ses propres clients. C'est presque mathématique au sein de l'entreprise : 100.000 clients de moins c'est 1000 compétences supprimées au menu sur chacune des 3 prochaines années.

Après les Salariés des Acheminements, l'avis de tempête va éroder les équipes des GREA, du Développement, de l'Ingénierie qui s'avèrent être des métiers où une bonne pratique technique gazière vous rend plus solide.

Au sein même des DIEM, c'est près de 6% des effectifs qui vont disparaître, alors que les effectifs sont déjà fortement pressurisés. Partout dans le pays, les engagements des accords astreintes ont pris du plomb dans l'aile et ce sont les TG qui en subissent le plus les conséquences. Les 13 astreintes annuelles sont désormais bien loin de la réalité et des chiffres effarants circulent sous les manteaux. Record à battre : 22 astreintes sur une année. 1 semaine sur 2 !

Ils n'ont d'autres choix que de sacrifier nombre de jours, de nuits, de week-ends et de vacances à courir après les PGR, les appels d'urgence et les dépannages à assurer la sécurité des personnes et des biens, pour améliorer leur pouvoir d'achat? D'autres populations d'Agents n'ont pas cette possibilité et flirtent avec la précarité.

Quitter ces contraintes devenues routines, pour basculer en maîtrise, nombreux se le refusent au risque de perdre plusieurs centaines d'euros par mois. Ceux qui l'ont fait le regrettent !

Aujourd'hui une Salariée de l'Acheminement de 10 ans d'ancienneté gagne 25% de moins qu'un Technicien Gaz de même âge. Quel avenir ? Quel exil ? Les conditions de vie, de travail, la santé, les rythmes biologiques, encore une fois, attendront...

C'est cela la réalité, c'est ce système que la Direction nous promet comme déroulé de carrière ?

Alors faut-il s'étonner que 80% des bordereaux soient vides, que même les primes d'attractivité ne suffisent plus à jouer leur rôle de rabatteur de talents. C'est même plutôt l'inverse. C'est une ruée vers les sorties de secours. La voie d'eau est immense. Ce n'est plus du sabotage, c'est du sabotage !

GRDF est au bord de la falaise. Pas celle d'Etretat, mais espérons que ce ne soit pas celle d'Et, Trop Tard...